



Africa  
Sustainable  
Finance Hub

# Rapport du PNUD sur l'Investissement en Afrique

Edition 2022





En tant qu'agence principale des Nations Unies en matière de développement international, le **PNUD** œuvre dans 170 pays et territoires pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités. Nous aidons les pays à élaborer des politiques, à développer des aptitudes en leadership, à renforcer leurs capacités de partenariat, institutionnelles, et à renforcer la résilience afin d'atteindre les Objectifs de développement durable. Notre action s'articule autour de trois axes : le développement durable, la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix, ainsi que la résilience au climat et aux catastrophes. Pour en savoir plus, consultez le site [undp.org](https://undp.org) et suivez-nous sur Twitter [@UNDP](https://twitter.com/UNDP).

Le **Centre Financement du développement durable (Sustainable Finance Hub, SFH) du PNUD**, notamment à travers le **Centre Financement du développement durable en Afrique (Africa Sustainable Finance Hub, ASFH)**, regroupe le travail et l'expertise existants du PNUD sur le financement des Objectifs de développement durable (ODD). Il propose une gamme complète de méthodes et d'outils à l'appui de l'offre de l'organisation en matière d'intégration des ODD afin de permettre aux gouvernements, au secteur privé et aux institutions financières internationales d'accélérer le financement des ODD. Pour en savoir plus, consultez le site [sdgfinance.undp.org](https://sdgfinance.undp.org) ou suivez-nous [@UNDP\\_SDGFinance](https://twitter.com/UNDP_SDGFinance) et LinkedIn, [UNDP Sustainable Finance Hub](https://www.linkedin.com/company/undp-sustainable-finance-hub).

## Avant-propos

Aujourd'hui, le rôle du secteur privé dans les économies africaines est plus crucial que jamais. Selon la Banque africaine de développement (BAD), l'impact débilant de la COVID-19 s'est traduit par une tendance à la hausse du chômage et de la pauvreté, et une augmentation des besoins de financement non satisfaits du continent d'un montant supplémentaire de 153 milliards de dollars qui vient s'ajouter au déficit déjà existant de 200 milliards de dollars américains par année.

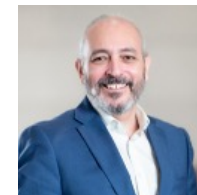
Dans un souci de répondre aux besoins croissants en matière de développement durable et de financement au niveau mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), par l'intermédiaire de son Centre Financement du développement durable (Sustainable Finance Hub, SFH) soutient la propension croissante des investisseurs à déployer leurs capitaux de façon à permettre non seulement de générer des rendements financiers, mais aussi d'optimiser les retombées sociales et environnementales. Le rapport du PNUD sur l'investissement en Afrique, produit par le Centre Financement du développement durable en Afrique (Africa Sustainable Finance Hub, ASFH), donne un aperçu des opportunités d'investissement dans le secteur privé susceptibles de contribuer à l'atteinte/la réalisation des cibles des ODD en Afrique, conformément à l'Agenda 2063. Les informations y présentées sont tirées de la [Carte de l'investissement orienté vers les ODD](#), l'outil d'intelligence de marché du PNUD qui identifie les solutions appropriées à l'investissement pour répondre aux besoins urgents liés aux ODD. Utilisant les résultats recueillis dans 10 pays en 2022, le rapport fournit des données et des tendances en matière d'opportunités d'investissement axées sur les ODD à travers le continent qui peuvent promouvoir des investissements à fort impact.

Ce rapport présente 157 opportunités d'investissement alignées sur les ODD dans 10 secteurs dans divers contextes économiques en Afrique de l'Est (Kenya, Maurice, Rwanda, Tanzanie et Ouganda), en Afrique australe (Eswatini, Namibie et Afrique du Sud) et en Afrique de l'Ouest (Ghana et Nigéria). Les secteurs cibles les plus marquants/en vue, à savoir l'alimentation et les boissons ainsi que les infrastructures, offrent de forts effets multiplicateurs pour la réalisation des ODD, notamment par le biais de l'intégration régionale et du commerce, tout en présentant un potentiel d'agrégation et de diversification pour les investisseurs. Le potentiel financier et l'impact des opportunités d'investissement sont significatifs, avec des rendements indicatifs de 15 à 20% et la plupart des opportunités d'investissement générant un nouveau résultat positif pour les parties prenantes qui seraient autrement mal desservies. Le rapport plaide également en faveur de partenariats public-privé visant à soutenir les investissements à fort impact, pour avoir constaté que la plupart des opportunités d'investissement nécessitent des mécanismes de partage des risques et un soutien financier public pour être réalisées avec succès, en particulier au profit des populations du dernier kilomètre et des communautés marginalisées. Cette connaissance du marché est notre contribution à l'orientation des capitaux là où ils sont le plus nécessaires. Elle

jette les bases d'une collaboration avec les investisseurs et les entreprises en vue d'accroître leur viabilité opérationnelle et leur contribution aux ODD, dans le but d'obtenir un impact positif net pour les populations et la planète. Les normes SDG Impact sont utilisées comme un cadre universel holistique et une approche de gestion pour intégrer la durabilité dans tous les processus décisionnels relatifs au but et à la stratégie de toute organisation, ainsi qu'à ses pratiques en matière de gestion interne, de publication d'informations et de gouvernance.

Le secteur privé est prêt à intervenir, et les données de la Commission sur les entreprises et le développement durable montrent qu'il a la capacité de générer une valeur économique de 1100 milliards de dollars d'ici à 2030. Rien que pour la transition énergétique en Afrique, les investisseurs pourraient couvrir 70% des besoins de financement des infrastructures. On ne saurait trop insister sur le potentiel qu'offre l'investissement pour le développement durable de l'Afrique. En transférant seulement 3,7% des 100 000 milliards de dollars d'actifs mondiaux gérés par les investisseurs institutionnels chaque année, nous pourrions atteindre les ODD. Les fonds de pension, qui représentent le plus grand investisseur institutionnel en Afrique, détiennent 420 milliards de dollars, qui pourraient être investis à des fins productives pour le bien-être des populations africaines et l'environnement du continent.

Nous appelons les investisseurs à utiliser ce rapport du PNUD sur l'investissement en Afrique pour identifier les opportunités commerciales ayant un impact sur les économies africaines, et à travailler avec les données approfondies de la Carte de l'investissement orienté vers les ODD, disponibles sur [la Plateforme d'investissements au service des ODD](#), la plateforme mondiale d'intelligence de marché du PNUD sur les opportunités d'investissement dans les ODD, afin d'étayer leurs pratiques de diligence raisonnable au sein du secteur privé.



**Marcos Neto**

Directeur, Centre Financement du développement durable du PNUD



**Ayodele Odusola**

Directeur, Centre Financement du développement durable en Afrique du PNUD



## Sommaire

Avant-propos .....	4
Résumé analytique .....	8
<b>Première partie :</b>	
<b>données et tendances en matière d'investissements alignés sur les ODD en Afrique .....</b>	<b>10</b>
1. Introduction	11
2. Secteurs et industries cibles	11
3. Tailles des marchés	13
4. Profils de rendement indicatif	13
5. Horizon d'investissement	14
6. Taille des tickets d'entrée	15
7. ODD et catégories d'impact	16
8. Caractéristiques géographiques	18
<b>Deuxième partie :</b>	
<b>Financement des opportunités d'investissement alignées sur les ODD et bien-fondé d'un soutien public .....</b>	<b>20</b>
1. Modèles de financement	21
2. Possibilités de financement mixte et risques de marché	22
3. Profils économiques et d'impact	23
4. Accélérer l'intégration régionale	24

## Résumé analytique

La **Carte de l'investissement orienté vers les ODD** est un outil d'intelligence de marché produit par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec des homologues gouvernementaux, en vue d'aider les investisseurs privés à identifier les opportunités d'investissement et les modèles d'affaires susceptibles de contribuer de manière significative à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Le but de la Carte de l'investissement orienté vers les ODD est de fournir aux fonds, aux organismes financiers et aux entreprises des données et des informations directement exploitables leur permettant d'utiliser leurs capitaux de manière à allier rendement financier et retombées bénéfiques pour la société. Répondre aux préoccupations mondiales en constante évolution nécessite d'importants financements, et, à cet effet, une collaboration avec le secteur privé s'impose.

Le Centre Financement du développement durable en Afrique (Africa Sustainable Finance Hub, ASFH) du PNUD a procédé à la cartographie des opportunités d'investissement alignées sur les ODD dans 10 pays à ce jour. Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD issues de ce processus marquent un changement de cap par rapport à la méthode traditionnelle de financement du développement en fournissant aux investisseurs un accès à des produits d'intelligence de marché dynamiques et innovants, ainsi que des éclairages sur les modèles commerciaux et les perspectives d'investissement dans les marchés émergents d'Afrique. Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD offrent des ensembles de données qui permettent aux investisseurs d'explorer les investissements susceptibles de générer à la fois des effets positifs et des avantages financiers. Elles aident les organisations à **diriger leurs activités et leurs capitaux vers des domaines où ils peuvent avoir le plus d'impact sur les effets favorables aux ODD** dans les marchés émergents, avant de se servir des **Normes d'Impact ODD<sup>1</sup> pour augmenter les chances de mener leurs activités de manière durable et de contribuer positivement aux ODD.**

Le présent **Rapport sur l'Investissement en Afrique du PNUD** fournit des informations économiques, sociales et environnementales, tirées des Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique subsaharienne, sur un certain nombre de marchés du continent. Dans sa deuxième édition, qui fait suite à une synthèse générale publiée **en ligne<sup>2</sup>**, le rapport annuel présente des **données et tendances en matière d'investissements alignés sur les ODD recueillies dans 10 pays africains**, et propose des **possibilités de financement**, afin d'établir le bien-fondé d'un soutien public aux investissements à impact, y compris en misant sur les possibilités que présente l'intégration régionale.

Mettant en avant le fait que les ODD offrent d'intéressantes opportunités d'investissement, l'édition 2022 du Rapport sur l'Investissement en Afrique du PNUD offre les principaux messages suivants à propos des investissements favorables aux ODD en Afrique subsaharienne :

- 10 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD identifient **157 opportunités d'investissement favorables aux ODD** ayant un potentiel financier et d'impact significatif dans **10 secteurs, 22 sous-secteurs et 31 industries** dans divers contextes de revenus en Afrique de l'Est, Afrique australe et Afrique de l'Ouest.
- Les secteurs de **l'alimentation et des boissons, des infrastructures, des soins de santé, de l'éducation**, ou encore **des ressources renouvelables et énergies alternatives** sont identifiés, sur la base d'une taxonomie sectorielle **adaptée** du Système de classification des industries durables (SICS), comme étant les principales cibles des opportunités d'investissement.

1 UNDP SDG Impact, 2023. SDG Impact Standards. <https://sdgimpact.undp.org/practice-standards.html>.

2 UNDP, 2021. SDG Investor Maps in Africa: Investment Opportunity Insights. <https://sdginvestorplatform.undp.org/news/sdg-investor-maps-africa-investment-opportunity-insights>.

- La plupart de ces opportunités ont une **taille de marché inférieure à 50 millions de dollars américains et affiche un taux de croissance annuel composé (TCAC) compris entre 5 et 10%**. L'Afrique de l'Ouest présente les tailles de marché les plus élevées, supérieures à 1 milliard de dollars, essentiellement dans les secteurs des ressources renouvelables et énergies alternatives, des technologies et des communications, et des infrastructures.
- Le rendement indicatif des opportunités d'investissement se concentre autour d'un **taux de rendement interne (TRI) et d'un retour sur investissement (RSI) compris entre 15 et 20%**. Les opportunités d'investissement en Afrique de l'Ouest affichent les taux de rentabilité interne et de retour sur investissement les plus élevés, celles du secteur financier offrant les retours sur investissements les plus élevés.
- La plupart des opportunités d'investissement nécessitent **une durée de 5 à 10 ans** pour générer des flux de trésorerie positifs cumulés. Celles qui ciblent les secteurs des biens de consommation, des technologies et communications, ainsi que des services, offrent les possibilités de rentabilité les plus rapides.
- Les opportunités d'investissement requièrent pour la plupart des **montants d'investissement de l'ordre de 1 à 10 millions de dollars**. Les secteurs des transports et des technologies et communications exigent les montants d'investissement les plus élevés, supérieurs à 10 millions de dollars, et offrent un potentiel d'investissement dans des infrastructures de grande échelle. L'Afrique de l'Est se caractérise principalement par des opportunités d'investissement avec des tickets d'entrée plus faibles, inférieurs à 500 000 dollars.
- **L'ODD 2 - Faim zéro et l'ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructure** sont les plus concernés par les opportunités d'investissement, tandis que l'indicateur ODD 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation est l'indicateur ODD le plus impacté par les opportunités d'investissement.
- Classées sur la base des **Normes d'impact ABC**, la plupart des opportunités d'investissement sont considérées comme **« contribuant à la création de solutions »**, ce qui indique qu'elles génèrent un nouveau résultat positif au profit d'une partie prenante qui serait autrement mal desservie. Cela est bien le signe que les opportunités d'investissement ont un impact potentiel important sur le développement.
- La plupart des opportunités d'investissement ciblent les **zones périurbaines**. L'Afrique de l'Ouest est la région qui met le plus l'accent sur les opportunités d'investissement en milieu urbain, et l'Afrique australe présente la proportion la plus élevée d'opportunités d'investissement ciblant les zones rurales.
- Les opportunités d'investissement nécessitent pour la plupart des **mécanismes de partage des risques et un soutien financier public** pour être réalisées avec succès. Une approche de financement mixte peut permettre de lever les obstacles aux contributions du secteur privé, notamment remédier aux lacunes politiques ou réglementaires et déployer des modèles d'affaires ayant déjà fait leurs preuves au profit des populations du dernier kilomètre.
- Les **contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement** constituent le principal risque de marché identifié pour les opportunités d'investissement, suivies par la forte réglementation des marchés et l'intensité capitalistique.
- Pour améliorer leurs performances en termes de rendement financier et d'impact positif, les opportunités d'investissement peuvent tirer parti des **chaînes de valeur régionales, des offres variées** des régions respectives, du **potentiel d'agrégation** au-delà des frontières nationales et des **possibilités de diversification** qu'offre l'intégration régionale sur le continent.

Les résultats détaillés des Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique sont accessibles au public sur la Plateforme d'investissements au service des ODD, à l'adresse suivante : <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence>.

Elle offre des points de données complets portant sur des considérations d'ordre commercial et autres relatives à l'impact, et constitue un point de départ utile pour tout processus de diligence raisonnable concernant le secteur privé.



# PREMIÈRE PARTIE

## DONNÉES ET TENDANCES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ALIGNÉS SUR LES ODD EN AFRIQUE

### 1. Introduction

La Carte de l'investissement orienté vers les ODD est un outil d'intelligence de marché produit par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec des homologues gouvernementaux pour aider les investisseurs privés à identifier les opportunités d'investissement et les modèles d'affaires susceptibles de faire progresser sensiblement les Objectifs de développement durable (ODD). La Carte de l'investissement orienté vers les ODD, créée par l'initiative phare [SDG Impact](#)<sup>3</sup> du Centre Financement du développement durable (Sustainable Finance Hub, SFH) du PNUD, vise à doter les fonds, les organismes financiers et les entreprises de données et d'informations directement exploitables qui leur permettraient d'utiliser leurs capitaux pour servir le bien, tout en générant des gains financiers. Le PNUD contribue ainsi au financement des ODD en dirigeant les ressources privées vers les domaines où elles peuvent faire la différence au profit des populations et de la planète.

Le PNUD a jusqu'ici réalisé des Cartes de l'investissement orienté vers les ODD dans les pays d'Afrique subsaharienne suivants : [Eswatini](#), [Ghana](#), [Kenya](#), [Maurice](#), [Namibie](#), [Nigeria](#), [Rwanda](#), [Afrique du Sud](#), [Tanzanie](#) et [Ouganda](#). Les enseignements y tirés sont accessibles au public sur la [Plateforme d'investissements au service des ODD \(SDG Investor Platform\)](#)<sup>4</sup>. Au Ghana, la Carte de l'investissement orienté vers les ODD Deep Dives, en cours de réalisation dans les districts et secteurs cibles, fournira une granularité supplémentaire sur les opportunités d'investissement aux niveaux infranational et sectoriel. D'autres Cartes de l'investissement orienté vers les ODD sont en cours de finalisation au Gabon, au Lesotho, au Malawi, aux Seychelles et à Zanzibar. Parallèlement, la Gambie, le Togo, la Mauritanie, la République du Congo et la Sierra Leone sont en train d'élaborer leur Carte de l'investissement orienté vers les ODD.

La présente édition 2022 du Rapport sur l'Investissement en Afrique du PNUD offre un éclairage sur les caractéristiques économiques, sociales et environnementales des marchés africains, tiré des 10 Cartes de l'investissement orienté vers les ODD réalisées en Afrique subsaharienne. Ces informations s'appuient sur 157 [Domaines d'opportunités d'investissement \(DOI\)](#)<sup>5</sup> regroupés, comprenant des modèles commerciaux soutenus par des données, qui présentent un potentiel important en termes de gains financiers et d'impact positif dans leurs contextes nationaux et infranationaux. L'intelligence de marché sont répartis entre les pays à faible revenu (2 pays), à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (6 pays), à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (1 pays) et à revenu élevé (1 pays), y compris les pays les moins avancés (PMA). Le rapport comprend des analyses portant sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, mais aussi des conclusions à l'échelle régionale pour l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest.

### 2. Secteurs et industries cibles

Les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD présentent une répartition régionale selon laquelle la majorité des opportunités d'investissement se trouvent en Afrique de l'Est (52%), suivie de l'Afrique australe (30%) et de l'Afrique de l'Ouest (18%). Utilisant une [version adaptée](#)<sup>6</sup> du Système de classification des industries durables (SICS) du Conseil des normes comptables en matière de durabilité (SASB), les opportunités d'investissement sont réparties entre 10 secteurs, 22 sous-secteurs et 31 industries. Les principaux secteurs ciblés par les opportunités d'investissement alignées sur les ODD en Afrique se présentent comme suit :

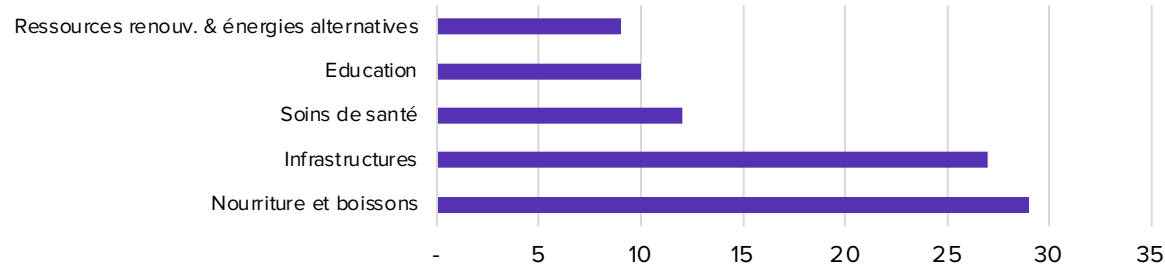
3 UNDP, 2023. SDG Impact. <https://sdgimpact.undp.org>.

4 UNDP, 2023. SDG Investor Platform – Market Intelligence. <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence>.

5 Ibid.

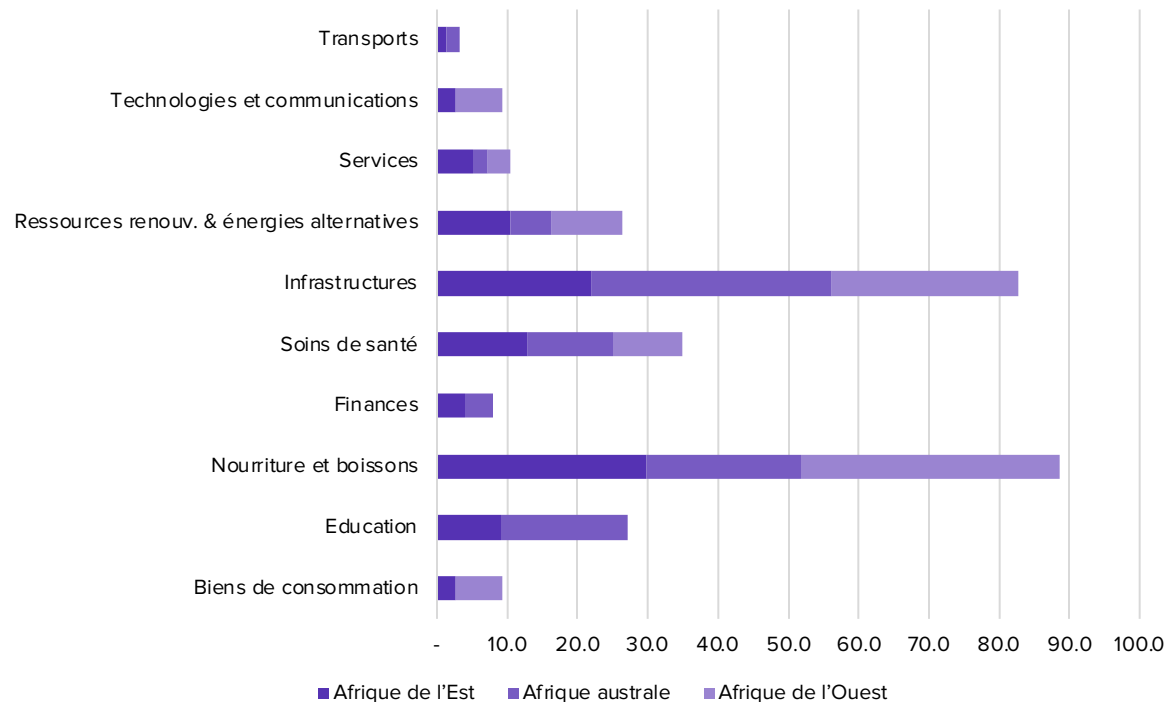
6 UNDP, 2023. SDG Investor Platform – Sectors. <https://sdginvestorplatform.undp.org/sectors>.

### Secteurs prioritaires (%)



Graphique 1 : Secteurs prioritaires

### DOI par secteur prioritaire et par région (%)



Graphique 2 : DOI par secteur prioritaire et par région

L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest suivent la tendance continentale, la plupart des opportunités d'investissement étant présentes dans le secteur de l'alimentation et des boissons (30% et 38%, respectivement), suivies par les infrastructures (22% et 27%, respectivement) et les soins de santé (13% et 10%, respectivement). En Afrique australe, c'est le secteur des infrastructures qui arrive en tête avec 34%. L'éducation (18%) occupe également une place plus marquante que dans les autres régions. L'Afrique de l'Ouest présente des opportunités d'investissement comparables dans les secteurs des biens de consommation et des technologies et communications (7% chacun).

En ce qui concerne les industries, les produits agricoles constituent la filière cible la plus en vue, 22% des DOI se retrouvant dans cette filière, suivis par la gestion des déchets (8%), la promotion des technologies et projets solaires (7%), les services d'ingénierie et de construction (6%), ainsi que la prestation de soins de santé (5%). D'un point de vue régional, les DOI ciblant le développement des technologies et des projets solaires, la gestion des déchets et les produits agricoles sont présents principalement en Afrique de l'Est. Les DOI en Afrique australe se concentrent sur la prestation de soins de santé ainsi que sur les services d'ingénierie et de construction. En dehors des industries de premier plan des différentes régions, les DOI ciblant les secteurs de la fabrication d'appareils électroménagers, du développement

des technologies et des projets éoliens, ou encore des services professionnels et commerciaux, sont présents exclusivement en Afrique de l'Ouest.

## 3. Tailles des marchés

Dans toutes les régions, la plupart des domaines d'opportunités d'investissement ayant identifié une taille de marché en dollars américains, la plupart ont une valeur inférieure à 50 millions de dollars (34%), suivis par ceux dont la taille de marché est comprise entre 100 millions et 1 milliard de dollars, avec 33%. Les DOI ayant une taille de marché supérieure à 1 milliard de dollars sont à 25%. Pour les DOI dont la taille de marché a été identifiée sur la base du taux de croissance annuel composé (TCAC)<sup>7</sup>, la plupart affichent un TCAC compris entre 5 et 10% (29%), suivis de ceux de moins de 5% et de 10 à 15% (19% dans les deux cas). 14% des DOI présentent un TCAC supérieur à 25%.

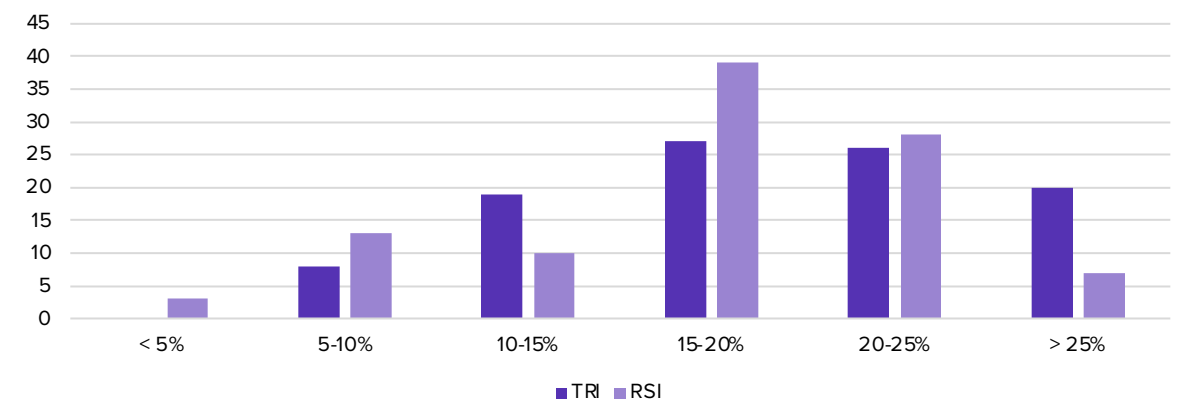
Avec 50%, les DOI de l'Afrique de l'Ouest ont les tailles de marché les plus élevées, supérieures à 1 milliard de dollars, principalement dans les secteurs des ressources renouvelables et des énergies alternatives, des technologies et des communications, et des infrastructures. En revanche, l'Afrique de l'Est abrite le plus grand nombre d'DOI ayant une taille de marché inférieure à 50 millions de dollars, ce qui peut dénoter d'une prépondérance des petites et moyennes entreprises (PME) dans la région. Les DOI d'Afrique australe se situent principalement dans la fourchette de tailles de marché de 100 millions à 1 milliard de dollars.

En Afrique de l'Est, la plupart des DOI (40%) ont un TCAC compris entre 5 et 10%, principalement dans les secteurs des biens de consommation, des infrastructures et de l'alimentation et des boissons. L'Afrique australe présente une répartition équilibrée (25% chacun) entre les TCAC inférieurs à 5%, de 15 à 20%, de 20 à 25% et supérieurs à 25%. En Afrique de l'Ouest, tous les DOI affichent des TCAC inférieurs à 5%.

## 4. Profils de rendement indicatif

Dans l'ensemble des régions, la plupart des DOI tablent sur un taux de rendement interne (TRI)<sup>8</sup> compris entre 15 et 20% (27%) ou un rendement sur investissement (RSI)<sup>9</sup> de 15 à 20% (28%), suivi de ceux de la fourchette de 20 à 25% (26% des DOI pour le TRI et 28% des DOI pour le RSI). En ce qui concerne les DOI indiquant des marges bénéficiaires brutes (MB)<sup>10</sup>, la plupart d'entre eux s'attendent à une marge supérieure à 25% (50%), suivie d'une marge comprise entre 5 et 10% (25%).

### Répartition par fourchette de TRI et RSI (%)



Graphique 3 : Profils de rendement indicatif des DOI pour deux indicateurs clés et pour toutes les régions

7 Le TCAC décrit la croissance annuelle historique ou prévue des revenus (ou des tailles de marché) au cours d'une période donnée.

8 Le TRI décrit le taux de croissance annuel d'un investissement.

9 Le retour sur investissement mesure le rendement d'un investissement sur sa durée de vie.

10 La marge bénéficiaire brute décrit les ventes nettes d'un investissement ou d'une entreprise moins le coût des marchandises vendues (COGS).

L'Afrique de l'Ouest présente les TRI les plus élevés, 65% des DOI situés à 20% et plus. La région présente également les taux de retour sur investissement les plus élevés, 55% des DOI affichant 20% et plus. L'Afrique australe a des taux de retour sur investissement plus faibles, 38% des DOI étant inférieurs à 10%, tandis que 63% des DOI prévoient des TRI compris entre 15 et 25%. Les DOI d'Afrique de l'Est présentent principalement des taux de RSI et de TRI de 15 à 20% (58% et 24%, respectivement).

Dans toutes les régions, ce sont les DOI du secteur financier qui s'attendent aux retours sur investissement les plus élevés, la totalité des DOI ayant un retour sur investissement supérieur à 15%. Viennent ensuite le secteur des soins de santé, avec 90% des DOI indiquant un RSI supérieur à 15%, puis le secteur des ressources renouvelables et énergies alternatives, où 80% des DOI ont un RSI supérieur à 15%.

S'agissant des DOI qui déclarent des TRI, le secteur des services est celui qui présente le TRI le plus élevé, puisque 80% des opportunités d'investissement ont un TRI supérieur à 15%, suivi par les secteurs des infrastructures et des soins de santé, où 69% et 67%, respectivement, des DOI devraient afficher un TRI supérieur à 15%.

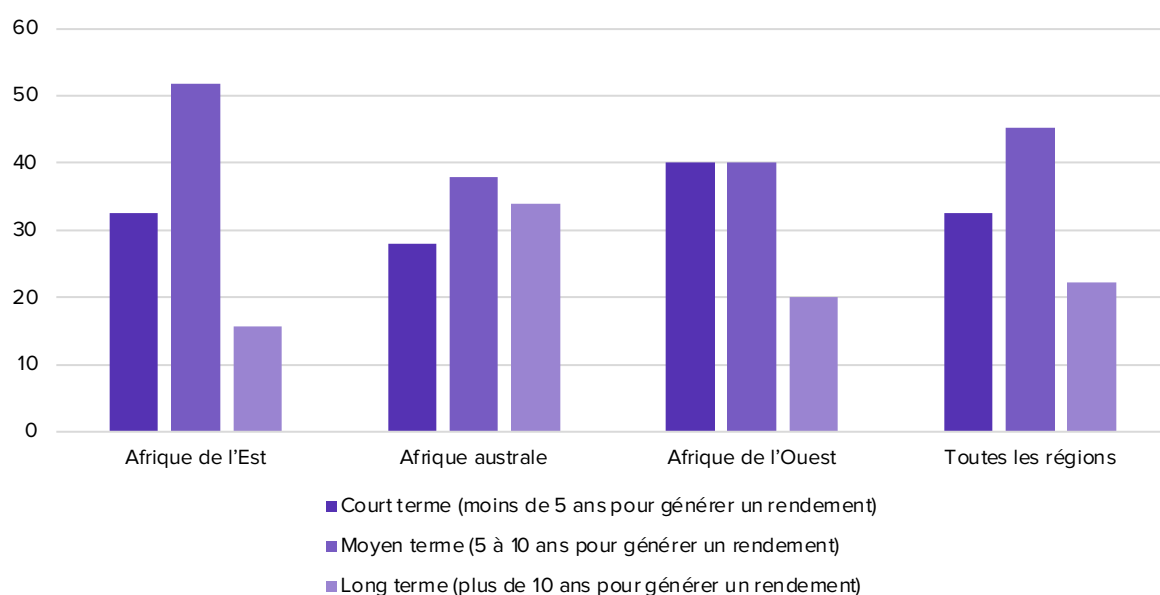
S'agissant de la marge bénéficiaire brute, les profils de rendement les plus élevés sont attendus dans les secteurs des soins de santé et des ressources renouvelables et énergies alternatives, tous les DOI ayant une marge bénéficiaire brute supérieure à 25%, suivis par les infrastructures où la plupart des DOI prévoient une marge brute supérieure à 20%.

Pour tous les trois indicateurs, les DOI qui devraient générer les rendements les plus élevés sont concentrés dans les secteurs des soins de santé, des infrastructures et des services financiers.

## 5. Horizon d'investissement

Dans toutes les régions, près de la moitié des opportunités d'investissement (45%) nécessitent une durée de 5 à 10 ans pour générer des flux de trésorerie positifs cumulés ; 33% prévoient un horizon de placement à court terme de moins de 5 ans, alors que les 22% restants tablent sur un horizon à long terme de plus de 10 ans. Au niveau régional, les mêmes caractéristiques sont observées pour ce qui est de l'horizon de placement.

Horizons d'investissement (%)



Graphique 4 : Horizon d'investissement des DOI par région et dans l'ensemble des régions

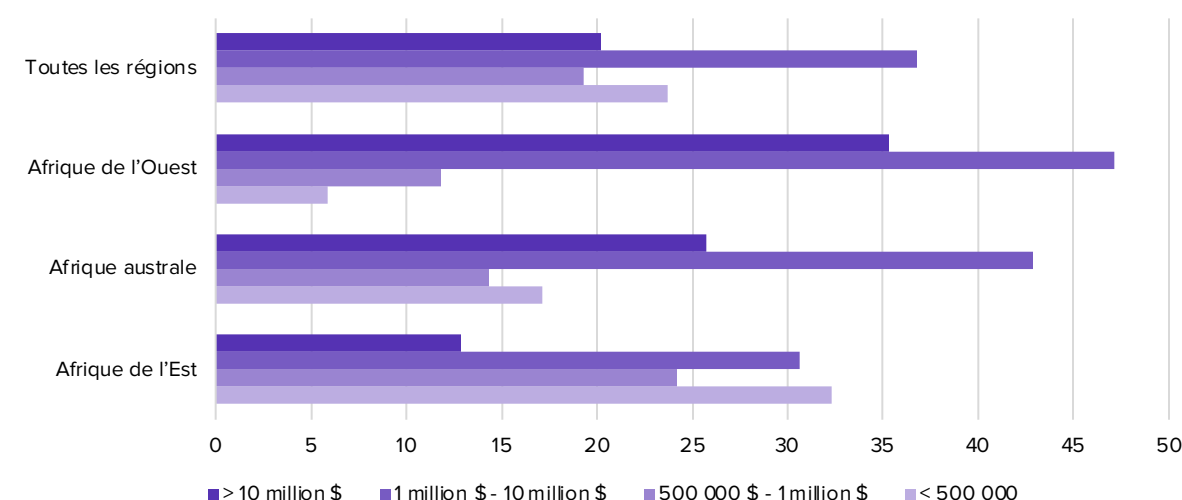
Les DOI concernant les secteurs des biens de consommation, des technologies et des communications, ainsi que des services (50% chacun) présentent les horizons d'investissement les plus courts, ce qui dénote de possibilités de rentabilité rapide. Les secteurs des transports et des infrastructures, quant à eux, présentent les horizons d'investissement les plus longs (100% et 38% d'entre eux nécessitant des délais à long terme de plus de 10 ans, respectivement).

## 6. Taille des tickets d'entrée

Dans l'ensemble des régions, la plupart des DOI (37%) nécessitent des montants d'investissement, ou tickets d'entrée, compris entre 1 à 10 millions de dollars, pour réaliser leurs modèles économiques, suivis de ceux dont le ticket d'entrée est inférieur à 500 000 dollars, puis ceux exigeant un ticket de 10 millions de dollars, avec 24% et 20%, respectivement. 19% des DOI exigent un ticket d'entrée de 500 000 à 1 million de dollars.

L'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest présentent principalement des DOI avec des tickets d'entrée de 1 à 10 millions de dollars, avec respectivement 43% et 47%. L'Afrique de l'Est, en revanche, compte surtout des DOI dont les tickets d'entrée sont inférieurs à 500 000 dollars (32%).

Fourchettes des tailles de marché (%)



Graphique 5 : Fourchettes des tickets d'entrée des DOI par région et dans l'ensemble des régions

Si l'on examine la répartition sectorielle entre les régions, les secteurs des transports et des technologies et des communications exigent les investissements les plus élevés, avec des tickets d'entrée supérieurs à 10 millions de dollars pour l'ensemble des DOI. Les ressources renouvelables et énergies alternatives, de l'alimentation et des boissons, ainsi que les infrastructures regroupent la majorité des opportunités d'investissement nécessitant de faibles tickets d'entrée, à moins de 500 000 dollars, avec respectivement 39%, 31% et 31%, de la répartition des DOI. Les opportunités d'investissement dans les secteurs des services et de la finance requièrent principalement des montants d'investissement compris entre 1 et 10 millions de dollars (80% pour les deux), et le secteur des biens de consommation se caractérise principalement par des opportunités exigeant des tickets de 500 000 à 1 million de dollars et de 1 à 10 millions de dollars (50% chacun).

Les DOI dont la taille de marché est la plus importante - plus d'un milliard de dollars - nécessitent principalement un horizon d'investissement à long terme de plus de dix ans (35% de l'ensemble des DOI). Pour générer un retour sur investissement dans un délai de cinq ans, les tailles de marché sont généralement ramenées à une fourchette de 100 millions à 1 milliard de dollars (64% des DOI).



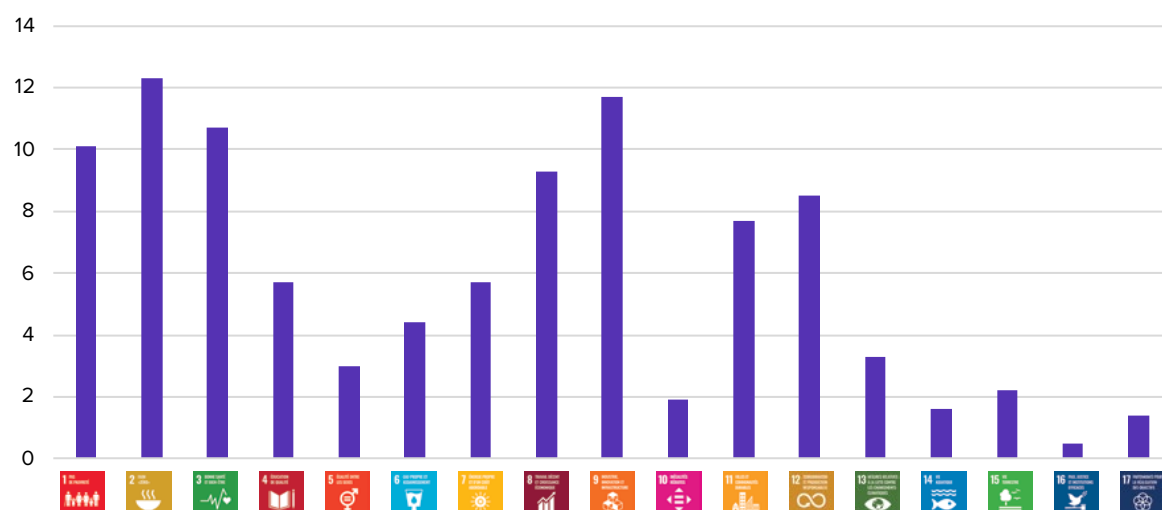
Les opportunités d'investissement présentant des TRI plus élevés de 20 à 25% requièrent des montants d'investissement de 1 à 10 millions de dollars (18% des DOI), ce qui indique que les opportunités d'investissement nécessitant des tickets plus importants sont plus susceptibles de générer des rendements plus élevés.

## 7. ODD et Catégories d'impact

Avec 12% chacun, l'ODD 2 - Faim zéro et l'ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures sont les ODD les plus ciblés par les DOI. Les ODD les moins affectés par les opportunités d'investissement sont l'ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces et l'ODD 14 - Vie aquatique.

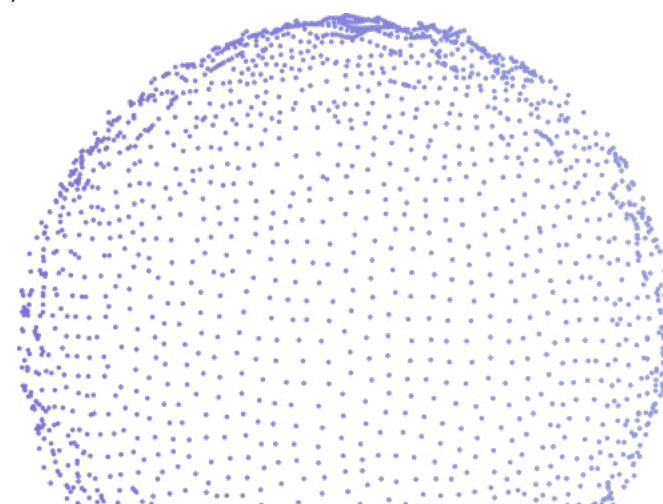
Pour ce qui est des indicateurs, 2.1.1 Prévalence de la sous-alimentation (9%), 7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité (7%) et 1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès aux services de base (6%) sont les indicateurs d'ODD les plus ciblés par les opportunités d'investissement.

Principaux ODD couverts (%)



Graphique 6 : Principaux ODD couverts par les DOI dans les différentes régions

Les DOI d'Afrique de l'Est affichent un fort impact sur l'ODD 14 - Vie aquatique (83%), l'ODD 5 - Égalité entre les sexes (82%) et l'ODD 15 - Vie terrestre (75%). En Afrique australe, les DOI mettent l'accent sur l'ODD 4 - Éducation de qualité (48%), l'ODD 10 - Réduction des inégalités (43%) et l'ODD 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs (40%). Pour l'Afrique de l'Ouest, parmi les ODD couverts, les DOI de la région ont un impact significatif sur l'ODD 17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs (40%), l'ODD 14 - Vie aquatique (33%), et l'ODD 2 - Faim zéro (27%).



Pays	DOI	Modèle commercial	Principaux ODD couverts	Indicateurs d'ODD affectés
Nigeria	Énergie de biomasse	Construire et exploiter des centrales à biomasse pour produire de l'énergie qui sera vendue aux entreprises locales de services publics ou directement aux utilisateurs finaux.		7.1.1 Proportion de la population ayant accès à l'électricité
				7.1.2 Proportion de la population qui dépend principalement des combustibles et des technologies propres.
				7.2.1 Part des énergies renouvelables dans la consommation totale finale d'énergie
Île Maurice	Production de dispositifs médicaux	Concevoir et fabriquer des dispositifs médicaux tels que des cathéters, des ballons médicaux et des stents utilisés dans diverses branches de la médecine, notamment la cardiologie, la radiologie, la gastro-entérologie et l'urologie, qui sont compétitifs sur les marchés mondiaux, notamment l'Amérique du Nord, l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Ouest.	 	3.4.1 Taux de mortalité attribuable à des maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou à des maladies respiratoires chroniques
				3.8.2 Proportion de la population consacrant une grande part de ses dépenses ou de ses revenus domestiques aux services de soins de santé
				9.b.1 Proportion dans la valeur ajoutée totale de la valeur ajoutée des secteurs de moyenne et haute technologie. 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant.
Namibie	Développement d'une infrastructure pour production de l'hydrogène vert	Développer l'infrastructure nécessaire pour produire de l'ammoniac vert et de l'hydrogène vert hautement compétitifs destinés à l'exportation. Les principales infrastructures comprennent : i) une usine de production d'hydrogène et d'ammoniac verts avec des actifs éoliens, solaires, d'électrolyse et de dessalement ; ii) un nouveau port en eau profonde dans la ville portuaire de Luderitz ; iii) une usine de fabrication pales d'éoliennes ; iv) et une usine de production d'acier et d'engrais verts.	 	7.2.1 Part des énergies renouvelables dans la consommation totale finale d'énergie
				7.a.1 Flux financiers internationaux à destination des pays en développement à l'appui de la recherche-développement dans le domaine des énergies propres et de la production d'énergie renouvelable, notamment au moyen de systèmes hybrides
				7.b.1 Puissance installée du parc d'énergie renouvelable dans les pays en développement (en watts par habitant). 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant. 9.a.1 Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures
Tanzanie	Production d'huile comestible	Fournir et exploiter des machines et des technologies pour la transformation commerciale de cultures de grande valeur, telles que le marula, le tournesol, l'avocat et le palmier, en huile comestible raffinée et doublement raffinée pour la consommation locale et l'exportation, dans le cadre d'un modèle de partenariat public-privé. Le secteur public fournit des terrains appropriés pour l'installation d'usines de transformation, ainsi que les infrastructures nécessaires, notamment les routes, l'électricité et l'eau, et les mesures d'incitation requises pour encourager la création de valeur ajoutée au niveau local.	 	9.2.2 Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total. 9.2.1 Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB et par habitant.
				2.b.1 Subventions à l'exportation dans le secteur agricole
				2.4.1 Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable 2.3.1 Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière

Graphique 7 : Exemples d'DOI, d'ODD couverts et d'indicateurs d'ODD impactés

Suivant les [normes d'impact ABC<sup>11</sup>](#), développées par Impact Management Project (IMP) et intégrées par Impact Frontiers, la majorité des DOI (53%) sont considérés comme « contribuant à la création de solutions », ce qui signifie qu'ils génèrent un nouveau résultat positif pour une partie prenante qui, autrement, serait mal desservie. 41% des DOI profitent aux parties prenantes et permettent ainsi de maintenir ou d'améliorer un effet positif. Les 6% restants agissent pour éviter des préjudices, ce qui permet de réduire ou d'atténuer un effet négatif. Dans l'ensemble, ces constatations donnent à penser que les opportunités d'investissement ont un potentiel important en termes de développement.

En Afrique de l'Ouest, la majorité des DOI « bénéficient aux parties prenantes » (52%), tandis que les DOI qui « agissent pour éviter des préjudices » sont proportionnellement plus présents en Afrique de l'Ouest (10% à l'échelle de la région).

Les domaines d'opportunités réputés « contribuer à la création de solutions » sont essentiellement concentrés dans les secteurs des infrastructures (17%), de l'alimentation et des boissons (12%), et des soins de santé (8%). Les DOI susceptibles de « bénéficier aux parties prenantes » se trouvent principalement dans les secteurs de l'alimentation et des boissons (17%), de l'éducation (7%) et des infrastructures (7%). Les DOI susceptibles d'agir pour éviter des préjudices sont concentrés dans les secteurs des infrastructures (2%), de l'alimentation et des boissons (1%) et des services financiers (1%).

## 8. Caractéristiques géographiques

Dans toutes les régions, la plupart des DOI ciblent les zones péri-urbaines (39%), suivies par les zones urbaines (32%), et rurales (30%), ce qui témoigne de l'importance accordée par le continent à la résilience et à son urbanisation croissante.

L'Afrique de l'Ouest est la région qui met le plus l'accent sur les opportunités d'investissement en milieu urbain (43% à l'échelle de la région), et l'Afrique australe a la plus forte proportion d'opportunités d'investissement ciblant les zones rurales (38% contre 30% en Afrique de l'Ouest et 24% en Afrique de l'Est). Au niveau national, les opportunités d'investissement en milieu rural prédominent en Eswatini, au Kenya et en Namibie. Les opportunités d'investissement au Nigeria et en Tanzanie ciblent essentiellement les zones urbaines, tandis que celles couvrant les zones péri-urbaines prédominent au Ghana, à Maurice, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Ouganda.

Relativement aux DOI d'Afrique de l'Est qui ciblent des zones péri-urbaines, l'alimentation et les boissons (57%), les soins de santé (60%) et les infrastructures (44%) sont les principaux secteurs ciblés, tandis que l'éducation (86%), les services financiers (67%) et les infrastructures (56%) sont les secteurs les plus marquants pour les opportunités d'investissement présentes en milieu urbain. En Afrique de l'Ouest, les DOI des zones urbaines s'intéressent principalement aux secteurs des services (100%), des soins de santé (67%) et des infrastructures (62,5%), alors que les secteurs cibles des DOI des zones rurales sont les biens de consommation (50%), les technologies et communications (50%), ou encore l'alimentation et les boissons (45,5%). Pour l'Afrique australe, les DOI dans les zones semi-urbaines se trouvent principalement dans les secteurs des soins de santé (67%), de l'éducation (56%) et des services financiers (50%), tandis que dans les zones rurales, les DOI couvrent pour l'essentiel les secteurs des services (100%), des ressources renouvelables et énergies alternatives (100%), et de l'alimentation et des boissons (64%).

Il ressort d'une comparaison des points de données géographiques et d'impact que les opportunités d'investissement réputées « agir pour éviter des préjudices » sont plus susceptibles d'être réalisées dans les zones urbaines (44%) et les zones péri-urbaines (33%). Les opportunités d'investissement qui « bénéficient aux parties prenantes » et « contribuent à la création de solutions » sont concentrées dans les zones péri-urbaines (38% et 41%), alors que celles qui « bénéficient aux parties prenantes » ciblent

les zones rurales dans environ un tiers des cas (34%).

L'ODD le plus souvent couvert par les opportunités d'investissement censées « agir pour éviter des préjudices » et « contribuer à la création de solutions » est « l'ODD 1 - Pas de pauvreté » (44% et 21%), tandis que les opportunités d'investissement supposées « bénéficier aux parties prenantes » portent principalement sur l'ODD 4 - Éducation de qualité, avec 20%. L'ODD le plus susceptible d'être affecté par les opportunités d'investissement réalisées dans les zones rurales et péri-urbaines est l'ODD 2 - Faim zéro (26% et 25%), tandis que l'ODD 1 - Pas de pauvreté (26%) prend le pas pour les opportunités d'investissement présentes en milieu urbain.

11 Impact Frontiers, 2023. Norms – ABC of Enterprise Impact. <https://impactfrontiers.org/norms/abc-of-enterprise-impact/>.



# DEUXIÈME PARTIE

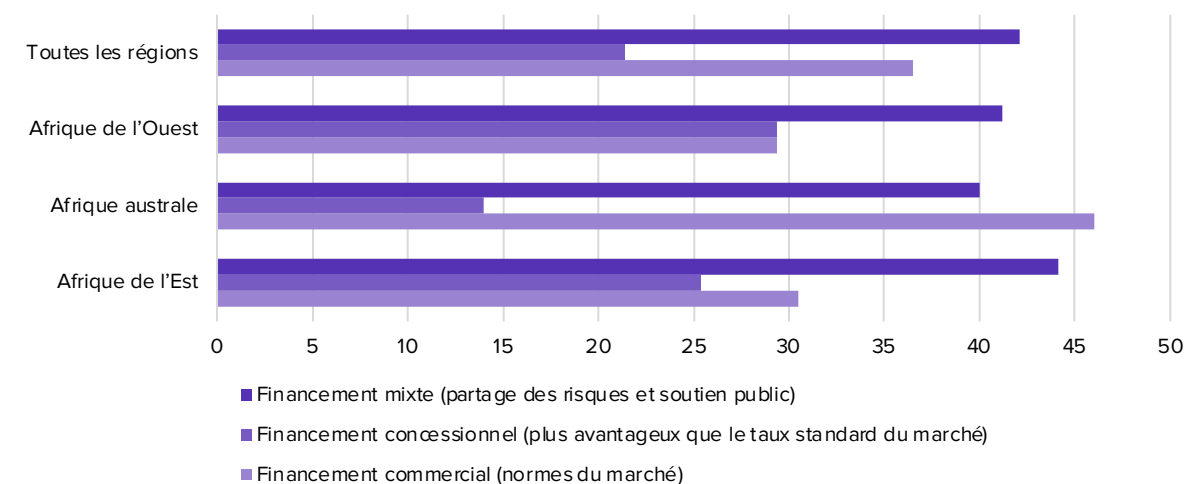
## FINANCEMENT DES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ALIGNÉES SUR LES ODD ET BIEN-FONDÉ D'UN SOUTIEN PUBLIC

### 1. Modèles de financement

En ce qui concerne les options de financement escomptées pour les opportunités d'investissement dans les différentes zones géographiques, seules 37% d'entre elles peuvent être financées par des instruments commerciaux aux conditions normales du marché.

La plupart des opportunités d'investissement (42%) nécessitent un modèle de financement mixte intégrant des modalités de partage des risques. Par ailleurs, 21% des opportunités d'investissement misent sur un modèle de financement concessionnel, tel que des prêts concessionnels pour les infrastructures, dont les conditions sont plus avantageuses que les taux standard du marché. C'est dire que la majorité des opportunités d'investissement présentant un potentiel de développement durable (63%) nécessitent un modèle de financement qui requiert un soutien public pour être réalisées avec succès.

Modèles de financement (%)



Graphique 8 : Modèles de financement des DOI par région et dans l'ensemble des régions

Avec 46% des DOI, l'Afrique australe présente la plus forte proportion d'opportunités d'investissement susceptibles d'être financées aux conditions du marché. En Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, 29% et 31% des opportunités d'investissement, respectivement, peuvent être financées par un modèle commercial. Dans ces deux régions les possibilités de financement mixte (41% et 44%, respectivement) sont plus importantes que les possibilités de financement concessionnel (29% et 25%, respectivement).

Dans l'ensemble des régions, 44% des DOI dont les montants d'investissement sont inférieurs à 500 000 dollars requièrent des modèles de financement mixte, tandis que 30% des DOI de cette fourchette de tickets d'entrée se prêtent à des financements commerciaux. Les DOI dont le ticket d'entrée est supérieur à 10 millions de dollars exigent également des modèles de financement mixte (56%), alors que le reste peut être réalisé au moyen d'un mécanisme de financement commercial ou concessionnel (22%). Pour les DOI dont le ticket d'entrée est compris entre 1 et 10 millions de dollars, 45% nécessite un financement mixte, et 29% et 21% peuvent attirer des financements commerciaux ou concessionnels, respectivement.

Si l'on prend en considération certains aspects régionaux, 75% des DOI d'Afrique de l'Est couvrant le secteur des infrastructures recherchent un financement mixte pour des tickets d'entrée compris entre 500 000 et 10 millions de dollars. En Afrique australe, les DOI dont les tickets d'entrée sont inférieurs à 500 000 dollars ou compris entre 1 et 10 millions de dollars se prêtent le mieux au financement mixte et au financement commercial. En revanche, les opportunités d'investissement d'Afrique de l'Ouest ciblent principalement les modèles de financement mixte et concessionnel pour les DOI dont les montants d'investissement sont supérieurs à 10 millions de dollars.

## 2. Possibilités de financement mixte et risques de marché

Les constatations ci-dessus témoignent de l'importance de mécanismes de partage des risques et d'un soutien financier public pour réaliser des opportunités d'investissement alignées sur les ODD en partenariat le secteur privé partout en Afrique. Ce constat concorde avec le fait que le financement mixte est l'un des domaines de réforme prioritaires des stratégies de financement dans le contexte des [Cadres nationaux de financement intégré](#)<sup>12</sup> (Integrated National Financing Frameworks, INFFs), tant au plan mondial qu'en Afrique subsaharienne<sup>13</sup>. INFFs fournissent une vue holistique et intégrée des paysages de financement des pays, tout en donnant l'occasion de remédier aux obstacles d'ordre politique et réglementaire susceptibles d'entraver les contributions du secteur privé aux priorités du développement durable.

Globalement, la Carte de l'investissement orienté vers les ODD, en identifiant les défis communs qui créent des barrières à l'entrée pour les investissements privés, offre des possibilités de collaboration avec les gouvernements et les partenaires au développement, y compris les institutions de financement du développement (IFD). Il existe à travers l'Afrique des exemples qui montrent qu'une approche de financement mixte permet d'accroître la participation du secteur privé grâce au recours à toute une gamme de mesures d'atténuation :

- **Dépenses d'investissement élevées** : Subventionner les dépenses d'investissement initiales pour abaisser la barrière à l'entrée. Par exemple, à Djibouti, [les grands projets de centrales solaires](#)<sup>14</sup> qui pourraient aider à répondre aux besoins en électricité du pays exigent d'importants investissements en capital.
- **Manque de compétences et de capacités en matière d'exécution des projets** : Mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) pour pallier les lacunes en matière de compétences, d'innovation et de capacités, afin que les entreprises puissent tirer parti des possibilités de produits et de services. Ainsi, par exemple, au Rwanda, des activités de renforcement des capacités peuvent s'avérer nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel des technologies innovantes et les déployer au profit des [installations de traitement des eaux](#)<sup>15</sup>.
- **Lacunes en matière d'environnement favorable** : Mettre en place des structures d'incitation qui simplifient et rationalisent les procédures d'achat en vue d'accroître les partenariats de financement public-privé. Par exemple, en Afrique du Sud, [le secteur du recyclage](#)<sup>16</sup> des déchets pâtit du caractère restrictif de la réglementation en vigueur avec des délais d'approvisionnement courts et des procédures d'achat fastidieuses. Aussi, des mécanismes de réduction des risques et des mesures d'incitation s'avèrent nécessaires pour pouvoir attirer des capitaux privés.

12 INFF, 2023. <https://sdgimpact.undp.org/practice-standards.html>.

13 INFF, 2022. 2022 INFF Sustainable Investment Stocktake. <https://inff.org/resource/2022-inff-sustainable-investment-stocktake>.

14 UNDP, 2023. SDG Investor Platform: Large-Scale Solar Power Generation. <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence/large-scale-solar-power-generation>.

15 UNDP, 2023. SDG Investor Platform: Sewage Treatment and Sanitary Services. <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence/sewage-treatment-and-sanitary-services>.

16 UNDP, 2023. SDG Investor Platform: Waste Reuse Solutions. <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence/waste-reuse-solutions>.

- **Accessibilité financière** : Étendre les modèles commerciaux ayant déjà fait leurs preuves aux populations du dernier kilomètre. Au Rwanda, par exemple, [l'assurance agricole](#)<sup>17</sup> requiert des solutions au coût abordable pour atteindre les agriculteurs marginalisés qui en ont le plus besoin. Les assureurs privés, les investisseurs et le gouvernement sont en train d'étudier un mécanisme de financements mixtes destiné à offrir aux exploitants agricoles une couverture d'assurance financièrement accessible.

De telles mesures d'atténuation peuvent aller de pair avec d'autres dispositifs de réduction des risques, tels que la diversification de la base d'investisseurs, la garantie d'une gestion financière saine et la mise en œuvre de structures de gouvernance efficaces, qui confortent la confiance des investisseurs, notamment en ce qui concerne les financements au-delà de la dette, ou encore pour faire des financements en fonds propres et en quasi-fonds propres une option viable.

En règle générale, les défis décrits ci-dessus correspondent également aux risques de marché identifiés par rapport aux domaines d'opportunités d'investissement répertoriés dans les Cartes de l'investissement orienté vers les ODD produites en Afrique. D'une région à l'autre, les opportunités d'investissement sont confrontées aux risques majeurs suivants :

- Des contraintes pesant sur la chaîne d'approvisionnement, qui affectent 28% des DOI et dénotent des problèmes de mise à échelle ;
- Des marchés fortement réglementés, qui concernent 17% des DOI, où des législations nombreuses ou aléatoires doivent être surmontées pour pouvoir opérer avec succès ; et
- L'intensité capitaliste des opportunités d'investissement, qui concerne 14% des DOI, pour lesquels un investissement initial important est nécessaire pour démarrer les activités et éventuellement générer des retours sur investissement.

Les contraintes de la chaîne d'approvisionnement constituent les principaux risques en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. L'Afrique australe se distingue par le fait que les règlements relatifs aux marchés représentent le principal risque, affectant un quart des opportunités d'investissement (24%).

## 3. Profils économiques et d'impact

Dans toutes les régions, les opportunités d'investissement à court et moyen terme (moins de cinq ans et de cinq à dix ans) sont plus susceptibles de « contribuer à l'offre de solutions », selon leur catégorie d'impact (52% et 60% respectivement).

Pour les investissements à court terme (moins de cinq ans), il y a une légère tendance à privilégier les zones péri-urbaines dans la répartition de l'effet (39%). La répartition égale de 30% pour les zones rurales et urbaines indique que les DOI contribuent positivement à l'amélioration des moyens de subsistance des communautés et de la planète dans l'ensemble des zones concernées, quelle que soit la situation géographique.

Les zones péri-urbaines sont les principales cibles des DOI ayant des horizons d'investissement à moyen terme de cinq à dix ans (41%), suivies des zones rurales (31%). Les investissements à long terme (plus de dix ans) sont plus susceptibles d'être classés dans la catégorie « bénéficient aux parties prenantes » (56%). Les zones urbaines sont le lieu cible qui se prête le mieux aux opportunités d'investissement ayant des horizons de placement à long terme de plus de dix ans (41%), suivies des zones péri-urbaines (35%).

Les opportunités d'investissement présentant des profils de rendement indicatif plus élevés sont plus susceptibles de se trouver dans les zones rurales et péri-urbaines, où, par exemple, 36% et 34% des DOI affichent, respectivement, un TRI supérieur à 15%. Les opportunités d'investissement dans les

17 UNDP, 2023. SDG Investor Platform: Farmer Insurances. <https://sdginvestorplatform.undp.org/market-intelligence/farmer-insurances>.



zones urbaines cibles et dont le TRI est supérieur à 15% représentent 31% des cas.

Les investissements de petite et grande échelle présentent un potentiel élevé en termes de développement, étant donné que la majorité des opportunités d'investissement avec des tickets d'entrée supérieurs à 10 millions de dollars (65%) et inférieurs à 500 000 dollars (62,5%) sont considérés comme « contribuant à la création de solutions ».

L'impact réel des investissements potentiellement favorables aux ODD, une fois réalisé, peut être géré sous ses aspects financiers, sociaux et environnementaux pour permettre aux organisations de réaliser leurs intentions et engagements en matière de durabilité et d'ODD, d'une manière holistique, crédible et responsable. Les entreprises et les investisseurs peuvent utiliser les [Normes d'Impact ODD<sup>18</sup>](#), comme normes de gestion volontaires, pour faire progresser leurs efforts en faveur de la durabilité. Organisées autour de 12 actions de mise en œuvre, les Normes d'Impact ODD proposent un cadre universel holistique et une approche de gestion visant à intégrer le développement durable et les ODD dans l'ensemble des processus décisionnels relatifs au but et à la stratégie de toute organisation, ainsi qu'à ses pratiques en matière de gestion interne, d'information et de gouvernance.

## 4. Accélérer l'intégration régionale

Les opportunités d'investissement identifiées offrent des possibilités intéressantes pour l'intégration régionale et le renforcement du commerce entre les pays d'Afrique. Les secteurs les plus marquants des opportunités d'investissement - en particulier l'alimentation et les boissons, les infrastructures et les soins de santé - offrent des chaînes de valeur transfrontalières. Celles-ci s'appuient sur les offres et domaines prioritaires variés des différentes régions : l'Afrique de l'Ouest, par exemple, a des possibilités d'investissement dans le secteur des biens de consommation qui ne sont pas très présentes en Afrique de l'Est et en Afrique australe. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) constitue une plateforme permettant de tirer parti de ces opportunités d'investissement dans l'ensemble des pays et régions.

Dans le même temps, les régions donnent également la possibilité d'agréger des opportunités d'investissement au-delà des frontières nationales. Par exemple, des opportunités de développement de technologies et de projets solaires existent dans toute l'Afrique de l'Est, notamment au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. Ces investissements au niveau régional permettent également de renforcer l'échelle des opportunités, étant donné que la plupart d'entre elles ont une taille de marché inférieure à 50 millions de dollars et que 80% des opportunités d'investissement requièrent des montants d'investissement inférieurs à 10 millions de dollars. Les opportunités régionales permettent en outre de diversifier les portefeuilles d'investissement en tant que mesure d'atténuation des risques. Ainsi, là où, par exemple, l'Afrique de l'Est présente des opportunités avec de faibles tickets d'entrée, l'Afrique australe fournit principalement des DOI qui se prêtent au financement commercial, tandis que les opportunités d'investissement de l'Afrique de l'Ouest affichent le potentiel de rendement le plus élevé parmi les régions.

<sup>18</sup> UNDP SDG Impact, 2023. SDG Impact Standards. <https://sdgimpact.undp.org/practice-standards.html>.

Droits d'auteur © PNUD 2023. Tous droits réservés.  
One United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA.

Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ou des États Membres de l'ONU.

Le PNUD et les entités qui lui sont apparentées (désignés collectivement « PNUD ») ne recherchent, ni ne sollicitent des investissements pour les programmes, projets ou opportunités décrits dans le présent rapport (collectivement « Programmes ») ou tout autre Programme, et ce rapport ne constitue en rien une sollicitation d'investissement. Les descriptions y contenues sont fournies uniquement à titre informatif, en guise d'exemples de travaux précédemment réalisés par le PNUD en rapport avec l'investissement. Le PNUD n'assume aucune responsabilité pour des moins-values sur placements résultant directement ou indirectement des recommandations formulées de manière explicite ou implicite dans ses travaux ou y déduites. De même, le PNUD ne peut faire valoir aucune prétention à l'égard de plus-values sur placements découlant directement ou indirectement de bénéfices de commerciaux, de frais de gestion d'investissement ou de conseil, réalisées en suivant des recommandations d'investissement faites explicitement ou implicitement dans ses travaux ou y déduites. L'investissement comporte des risques et tout investissement doit être effectué sous la supervision d'un gestionnaire ou conseiller professionnel en la matière. Les informations contenues dans ce rapport ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat de placements, de valeurs mobilières ou de produits. Aucune offre d'achat ou vente de valeurs mobilières ne saurait être faite à une quelconque personne se trouvant dans un pays ou territoire où une telle offre serait contraire à la réglementation en vigueur.

**Auteurs principaux :** Joanne Manda, David Mueller et Brian Kiberu.  
**Assistés par :** Stephanie Mukoko, Hanyu Zhang, Nozipho Kumalinga, et Groupe de coordination inter-pratiques (IPCG) de PNUD Afrique.





**Programme des Nations unies pour le développement**  
Centre Financement du développement durable en Afrique  
UN House, 351 Francis Baard Street  
Pretoria, Afrique du Sud



[sdgfinance.undp.org](http://sdgfinance.undp.org)

© PNUD 2023